

Discours du Président du Parlement européen au Conseil européen

Bruxelles, 29.04.2017

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Monsieur le Président de la Commission,

Aujourd'hui, le Conseil européen est appelé à adopter les lignes directrices concernant les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union qui s'ouvriront prochainement.

Les travaux préparatoires, auxquels les collègues du Parlement ont également participé, ont d'emblée révélé une forte volonté commune et une convergence totale entre les 27 États membres et entre les institutions.

Comme vous le savez, une grande unité s'est également manifestée au sein du Parlement et a permis d'adopter, à une vaste majorité et dans un très court délai, la résolution que vous connaissez et dont vous partagez largement le contenu.

Permettez-moi de remercier le Président du Conseil européen, la Présidence maltaise et la Commission européenne pour l'excellente coopération entre les institutions lors de cette phase initiale délicate.

Je crois que les lignes directrices que le Conseil européen s'apprête à adopter constituent un excellent cadre de référence pour les négociations à venir et un point de départ optimal pour garantir une sortie en bon ordre du Royaume-Uni de l'Union, condition fondamentale et garantie optimale pour parvenir également à un accord satisfaisant après le Brexit.

Pour le Parlement, une «sortie en bon ordre» signifie d'abord trouver rapidement une solution au problème des citoyens de l'Union établis au Royaume-Uni et des citoyens britanniques résidant sur le continent. Il s'agit de notre priorité absolue. Il est essentiel de résoudre, dès les premières phases des négociations, les problèmes que le Brexit suscitera, voire suscite déjà, pour ces travailleurs, ces étudiants, ces retraités.

La semaine dernière, je me suis rendu à Londres où j'ai rencontré M^{me} May. À cette occasion, j'ai également eu un échange de vues avec les associations qui représentent les 3 millions de citoyens de l'Union qui vivent au Royaume-Uni. Il s'agit pour la plupart de jeunes, qui m'ont fait part de leur préoccupation quant à l'avenir et du fort sentiment d'incertitude qu'ils éprouvent. Ils veulent savoir ce qu'il adviendra de leur vie, de leur famille, de leur emploi. Ils placent en nous leurs espoirs et sollicitent notre aide.

Une sortie en bon ordre comporte également une «clôture des comptes». En ce qui concerne l'accord financier, le Parlement soutient avec vigueur la nécessité pour le Royaume-Uni d'honorer les engagements financiers pris par le gouvernement

britannique. *Pacta sunt servanda*. On ne demandera pas un centime de plus que celui sur lequel il ne s'est pas engagé... ni un centime de moins.

Le Parlement européen s'est aussi exprimé clairement sur l'indivisibilité des quatre libertés fondamentales, qui ne sont pas négociables puisqu'elles forment le socle même de notre vivre ensemble. Le marché intérieur constitue à nos yeux bien plus qu'un simple échange de biens et de services.

Enfin, la résolution souligne avec force la nécessité de préserver dans tous ses éléments l'accord du Vendredi Saint et le processus de paix en Irlande du Nord, qui n'est pas une affaire irlandaise, mais une question profondément européenne. Le défi consistera à trouver des solutions appropriées au problème des futures frontières extérieures de l'Union.

Je suis heureux de constater une convergence aussi forte entre la résolution du Parlement et les orientations que vous prendrez aujourd'hui et je vous remercie d'avoir fait preuve d'une aussi grande considération à l'égard de notre position.

Je pense également que disposer de lignes directrices «flexibles» est une idée pertinente. Cela nous permettra d'adapter notre stratégie aux besoins de la négociation.

Le Parlement européen adoptera, si besoin est, d'autres résolutions au cours des négociations. Il se prononcera, par exemple, sur la réalisation des «progrès substantiels» dans les négociations de l'accord de sortie mentionnés dans les lignes directrices en tant que condition pour engager les discussions sur les futures relations entre l'Union et le Royaume-Uni.

Permettez-moi de vous apporter quelques informations sur ma rencontre de la semaine dernière avec M^{me} May, à laquelle je viens de faire allusion.

L'impression globale que j'ai tirée de cet entretien est que la Première ministre s'apprête à aborder les prochaines négociations avec une attitude constructive et pragmatique. J'estime que la situation ne peut que s'améliorer après les élections britanniques.

En particulier, M^{me} May m'a assuré que les problèmes des citoyens, que je lui ai décrits avec force, sont aussi au cœur des préoccupations du gouvernement britannique. Il s'agira de voir quelle forme concrète sera donnée à ces bonnes intentions.

Je pense avoir été clair sur le fait qu'à défaut d'un accord sur les droits des citoyens, il ne saurait y avoir le moindre accord.

Pour ma part, j'ai également rappelé que nous n'accepterions aucun compromis entre la future coopération économique et commerciale et la coopération en matière de défense et de sécurité, étant donné que les terroristes ne se soucient pas du Brexit et qu'il ne serait dans l'intérêt de personne d'affaiblir notre coopération dans ce domaine.

Je tiens à dire que M^{me} May a eu des mots rassurants sur ce point.

Sachez également que j'ai invité M^{me} May à participer à l'une des prochaines sessions du Parlement

Mesdames, Messieurs,

Dans mon pays, nous avons un dicton: «un travail bien commencé est à moitié accompli», et il ne fait aucun doute que nous avons bien commencé. Il y a donc tout lieu d'être optimistes.

Il va de soi que nous avons devant nous des négociations difficiles, nous en sommes conscients. Le Brexit ne sera pas un défi uniquement pour le Royaume-Uni, il le sera certainement pour nous aussi.

Il se peut que dans quelques mois, d'aucuns soient tentés de privilégier leur intérêt national. Nous pourrions être soumis à des pressions visant à nous diviser sur tel ou tel chapitre des négociations.

Nous nous devons toutefois d'être très vigilants, car le risque de division nous guettera en permanence. Et en tant que romain, je connais bien les conséquences de la stratégie qui consiste à «diviser pour mieux régner».

Il y aura des moments difficiles. Et pourtant, je suis convaincu qu'à la fin, nous saurons manifester l'unité dont institutions et États membres ont toujours fait preuve à chaque moment difficile de notre projet commun.

Notre unité sera notre atout déterminant et notre force. Nos peuples, nos citoyens, placent leurs espoirs en nous. Ils s'attendent à ce que nous défendions leurs intérêts et nous demandent de nous montrer à la hauteur de la tâche.

Le Parlement considère que ces négociations doivent être menées dans la plus grande transparence. Elles devront être l'occasion de montrer concrètement aux citoyens européens les nombreux avantages découlant de l'appartenance à l'Union européenne, qui semblent souvent aller de soi et dont nos citoyens ne sont peut-être pas toujours conscients.

Les derniers résultats de l'Eurobaromètre, publiés hier, indiquent que le sentiment d'appartenance à l'Union a atteint chez les citoyens les niveaux de 2007, d'avant la crise. Selon ces données, dans tous les États membres, les citoyens souhaitent davantage d'unité entre les 27 États membres et demandent «plus d'Europe», particulièrement dans les domaines les plus importants à leurs yeux, comme la lutte contre le terrorisme, la question des migrations, la protection des frontières extérieures et la lutte contre le chômage. À l'heure du Brexit, ces données sont très encourageantes.

En ma qualité de Président, je puis vous garantir que le Parlement sera animé par un esprit de coopération sincère et sera à vos côtés tout au long des négociations, aux côtés de la Commission et du négociateur Michel Barnier, que nous considérons comme l'homme de la situation et à qui nous accorderons notre plein soutien.

Je souhaiterais conclure en affirmant que, tout comme M^{me} May en a légitimement l'intention, nous devons nous aussi faire de la réussite du Brexit notre objectif. Il ne s'agit pas seulement de limiter les effets négatifs de la sortie du Royaume-Uni de l'Union, mais également de tirer profit des effets positifs qui se produiront.

Il nous incombe de faire de nécessité vertu, et je suis convaincu que nous y parviendrons, ensemble. Aujourd'hui, je suis optimiste.

Je vous remercie de votre attention.

